



JUSTICE MONDIALE

Hiver 2015

Justice mondiale est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique et disponible en ligne à www.scfp.ca/justice-mondiale.

À L'INTÉRIEUR



LE COURAGE DE LUTTER
CONTRE LE GOUVERNEMENT
DES PHILIPPINES

P.2

JUSTICE
POUR DEEPAN!

P.3

QUAND LE PROGRAMME
DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS
TEMPORAIRES EST TOUT
SAUF TEMPORAIRE

P.3

NOUVELLES EN BREF

P.4

Le Groupe de travail national sur l'éducation postsecondaire solidaire des étudiants mexicains



PHOTO: BRETT GUNDLAND

À MEXICO, UN MANIFESTANT A ENROULÉ UNE AFFICHE AVEC LE SLOGAN VOUS LES AVEZ PRIS VIVANTS, RENDEZ LES NOUS VIVANTS.

Lorsque le Groupe de travail national du SCFP sur l'éducation postsecondaire s'est réuni à Ottawa à la fin 2014, son coprésident Leo Cheverie a veillé à ce que les atrocités dont les étudiants mexicains ont été récemment victimes soient à l'ordre du jour.

« En tant que syndicalistes luttant pour améliorer le système d'éducation canadien, nous devons faire preuve de

solidarité avec ceux qui luttent pour l'égalité et la justice à l'étranger », a-t-il expliqué.

En septembre dernier, une centaine d'étudiants de l'école normale Raúl Isidro Burgos d'Ayotzinapa ont parcouru 250 kilomètres pour aller manifester à Iguala contre la discrimination pratiquée par le gouvernement mexicain dans le financement de l'éducation. Ils réclamaient l'accès pour

tous aux écoles rurales et urbaines. Quarante-trois d'entre eux ont été kidnappés pendant la manifestation, avant d'être assassinés. Des informations troublantes relient ces rapt et ces meurtres aux

Suite à la page 4

FREE ALL POLITICAL
PRISONERS IN THE
PHILIPPINES!

Free COURAGE 2

RANDY B. VEGAS AND RAUL T. CAMPOSANO

LIBÉREZ TOUS LES PRISONNIERS
POLITQUES AUX PHILIPPINES!

Libérez COURAGE 2

RANDY B. VEGAS ET RAUL T. CAMPOSANO

Le courage de lutter contre le gouvernement des Philippines

La plus grosse centrale syndicale aux Philippines est connue sous un acronyme qui la caractérise bien : COURAGE, soit la version courte de Confederation for Unity, Recognition and Advancement of Government Employees (Confédération pour l'unité, la reconnaissance et l'avancement des employés du gouvernement).

En effet, Randy Vegas et Raul Camposano sont deux organisateurs de la centrale qui ont bien du courage.

Enlevés en décembre 2012, ils sont détenus depuis pour avoir affirmé leurs droits et ceux des travailleurs.

« Il est incompréhensible que le président Aquino III fasse la sourde oreille devant l'incarcération injustifiée de Randy et de Raul, alors qu'il avait promis "la justice pour tous" lors de son discours inaugural. Malheureusement, son gouvernement a manqué lamentablement à ses obligations en matière de droits de

la personne », a affirmé Betty Valenzuela du Comité pour la justice mondiale.

COURAGE, qui compte plus de 200 000 membres, lutte contre la corruption gouvernementale en s'opposant à la privatisation des services publics.

« À bien des endroits, les syndicats ont réussi là où les gouvernements ont échoué. Le SCFP soutient fermement COURAGE dans ses efforts pour faire libérer Randy Vegas et Raul Camposano. La solidarité ne connaît pas de frontières », a ajouté Mme Valenzuela. ●

Justice mondiale est publié trois fois l'an pour offrir aux travailleurs et à leurs conseillers un survol des efforts en matière de solidarité internationale entrepris par le fonds Justice mondiale et l'ensemble du SCFP.

Les numéros précédents sont disponibles en ligne au scfp.ca/justice-mondiale.

Il est possible de s'abonner à la version courriel de *Justice mondiale*.
Visitez le scfp.ca/sabonner-aux-publications-du-scfp.

Liste des collaborateurs du numéro Hiver 2015 : Betty Valenzuela, Beth Dollaga, Mathieu Vick, Kelti Cameron, PSI.org, Catherine Louli et Philippe Gagnon. Graphisme: Marnie Thorp

Pour proposer correctifs, questions, suggestions ou articles, écrivez à kcameron@cupe.ca.

COPE491

SCFP / Syndicat canadien
de la fonction publique



Le SCFP réclame la justice pour Deepan



DEEPAN BUDLAKOTI RISQUE D'ÊTRE DÉPORTÉ EN INDE OÙ IL N'A JAMAIS VÉCU.

Deepan Budlakoti est né à Ottawa, mais il risque d'être déporté en Inde, un pays où il n'a jamais vécu, où il n'a pas de famille et dont il n'est pas citoyen.

« Le gouvernement du Canada a rendu ce jeune homme apatride. Il lui a retiré son droit de travailler, de recevoir des services et de vivre dans la dignité, en toute sécurité. C'est un scandale! », a lancé le président national du SCFP, Paul Moist.

M. Budlakoti a vu sa citoyenneté révoquée à cause de démêlés avec la justice survenus dans sa jeunesse et pour lesquels il a purgé sa sentence. En lui infligeant ce traitement injuste, le gouvernement le punit donc une deuxième fois.

En 1961, le Canada a signé la Convention sur la réduction des cas d'apatridie qui oblige les États à prendre des mesures pour lutter contre le phénomène, plutôt que d'y contribuer. Amnistie Internationale est d'ailleurs préoccupée par le refus du Canada de reconnaître la citoyenneté canadienne de M. Budlakoti, ce qui « va à l'encontre de ses obligations

internationales en matière d'apatridie et entraîne d'autres violations des droits de la personne ».

Au Canada, cette citoyenneté à deux vitesses risque d'aggraver la criminalisation des minorités ethniques et de saper notre capacité à faire participer ces communautés aux luttes politiques, de peur de représailles. « Le SCFP est outré que le gouvernement canadien voit la citoyenneté canadienne non pas comme un droit pour ses détenteurs, mais comme un outil pour punir et intimider certains membres de la société », a conclu Paul Moist. ●

VISITEZ JUSTICEFORDEEPAN.ORG

Quand le programme des travailleurs étrangers temporaires est tout sauf temporaire

Les Philippines sont la principale source de main-d'œuvre temporaire bon marché du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni, de la Chine, de l'Inde et du Mexique. Tous les travailleurs migrants, les travailleurs philippins y compris, sont recrutés dans l'hémisphère Sud. Leur statut temporaire les rend vulnérables aux abus et à l'exploitation de la part des employeurs. Chaque jour, des milliers de Philippins choisissent d'aller travailler

à l'étranger, en raison de la pauvreté, du chômage et de l'absence de vraies réformes agraire et industrielle. La Politique sur l'exportation de la main-d'œuvre du gouvernement philippin joue aussi beaucoup.

« Les migrants sont des êtres humains avant d'être des travailleurs. Ils ne doivent pas être des statistiques servant à gonfler le produit intérieur brut d'un pays. Les droits des migrants sont des droits de la personne. Il ne

faut pas l'oublier », a déclaré le docteur Chandu Claver, devant le Comité de solidarité internationale du SCFP de la Colombie-Britannique en octobre 2014.

Chandu Claver milite au sein de Migrant BC, la section provinciale de l'organisme Migrant Canada. Migrant BC a pour but d'organiser, de protéger et de promouvoir les droits et le bien-être des immigrants et des travailleurs migrants philippins en Colombie-Britannique.

Le soutien du SCFP et la collaboration entre les deux organisations sur le terrain facilitent grandement le travail d'organisation, les campagnes d'éducation et l'action politique pour la promotion et la protection des droits et du bien-être des travailleurs migrants. ●

Beth Dollaga est membre de la section locale 15 du SCFP et du Comité de solidarité internationale du SCFP-C.-B.

Solidarité avec les étudiants mexicains

Suite de la page 1

autorités locales. Ce drame n'est malheureusement qu'une autre illustration des nombreuses violations des droits de la personne (détention arbitraire, criminalisation des manifestations, torture, disparition forcée) commises par les forces de l'ordre mexicaines.

Le gouvernement du président Enrique Peña Nieto ne veille pas au respect des droits de la personne, préférant laisser ces crimes se poursuivre impunément. Le gouvernement canadien a pourtant choisi de se taire malgré cette situation condamnable. « Le gouvernement Harper doit exiger du gouvernement mexicain qu'il traduise les responsables en justice », a souligné Leo Cheverie. Le

groupe de travail croit aussi que le Canada doit presser le président mexicain d'adopter d'importantes réformes structurelles afin de faire des droits de la personne une priorité politique.

Le 10 décembre 2014, pour souligner la Journée internationale des droits de la personne, le groupe de travail a exprimé sa solidarité avec les manifestants mexicains qui réclament la justice, l'égalité

et la paix. Il a condamné le recours aux arrestations et à la brutalité pour empêcher le peuple mexicain de manifester pacifiquement. « Ces personnes risquent parfois leur vie au nom de l'accessibilité et de l'indépendance des études universitaires. Leur courage doit nous servir d'inspiration dans nos propres luttes », a conclu Leo Cheverie. ●

1. #BlackLivesMatter Le monde entier a suivi de près les contestations qui ont éclaté fin 2014 aux États-Unis lorsqu'aucune accusation n'a été portée contre le policier blanc qui a abattu Michael Brown, un Afro-Américain de 18 ans qui n'était même pas armé. Aux quatre coins de ce pays, des manifestants sont alors descendus dans la rue en scandant « Pas de paix sans justice » et « Mort au racisme ».

À New York, des milliers de personnes ont pris part à une marche pour dénoncer le profilage racial, la brutalité policière et « le meurtre systématique des gens de couleur dans ce pays où le racisme est institutionnalisé », selon les mots d'un manifestant. Le mot-clic #BlackLivesMatter a été créé et a servi de lieu de ralliement virtuel pour les individus qui, partout sur la planète, souhaitent exprimer leur solidarité avec la communauté noire des États-Unis, affligée par des taux élevés de fusillades policières, d'emprisonnement, de chômage et de pauvreté.

2. L'ACS, c'est quoi au juste? Un rapport de l'Internationale des services publics (ISP) nous met en garde contre la volonté des gouvernements de la planète d'entreprendre une vague de libéralisation d'une hauteur jamais atteinte. L'Accord commercial sur les services (ACS), qui fait actuellement l'objet de tractations secrètes en marge de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mettra en effet en péril des services publics comme les soins de santé, la radiodiffusion, l'eau et les transports. Cet accord empêcherait aussi les gouvernements futurs de ramener les services publics sous contrôle public, et ce, même si le secteur privé ne respecte pas ses obligations. Il limiterait aussi la capacité des gouvernements de réglementer certains secteurs, comme les finances, l'énergie, les télécommunications et la délocalisation informatique. Au total, l'ACS constitue une tentative délibérée de privilégier les entreprises et les pays les plus riches au détriment des personnes dont les besoins sont les plus criants.

Les négociations ont commencé en 2013 et se poursuivent présentement en vue d'en arriver à un accord d'envergure sur la libéralisation des services et l'encadrement des pouvoirs gouvernementaux. Les « Très bons amis des services » (Really Good Friends of Services), comme s'appellent les pays impliqués dans les pourparlers, comprennent l'Australie, le Canada, le Chili, la Colombie, la Corée du Sud, le Costa Rica, les États-Unis, Hong Kong, l'Islande, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Panama, le Pakistan, le Pérou, la Suisse, Taïwan, la Turquie et 28 pays membres de l'Union européenne

3. La justice mondiale au cinéma En février, le Comité national pour la justice mondiale du SCFP et le comité Island Peace ont organisé un festival du film sur la justice sociale à l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard. Les militants du Comité pour la justice mondiale ont présenté le documentaire *The Take*. Il met en vedette une trentaine de travailleurs de l'automobile argentins qui tentent de relancer leur carrière après la fermeture de leur usine. Suivant l'exemple d'autres Argentins, ils s'installent dans l'usine abandonnée avec l'intention de former une coopérative et de reprendre la production sans l'aide des patrons. De nombreux spectateurs ont assisté au festival.



NOUVELLES EN
BREF